



**Assemblée générale  
Conseil de sécurité**

UN/SA COLLECTION

Distr. générale

9 juin 2003

Français

Original: espagnol

**Assemblée générale**

**Cinquante-septième session**

**Points 108, 109 et 160 de l'ordre du jour**

**Droit des peuples à l'autodétermination**

**Questions relatives aux droits de l'homme**

**Mesures visant à éliminer le terrorisme international**

**Conseil de sécurité**

**Cinquante-huitième année**

**Lettre datée du 5 juin 2003, adressée au Secrétaire général  
par le Représentant permanent de Cuba auprès de l'Organisation  
des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte de la déclaration du Président de la République de Cuba, Fidel Castro Ruz, sur les événements survenus récemment dans le pays et sur la multiplication des actes d'agression du Gouvernement américain contre le peuple cubain (voir annexe). Cette déclaration a été faite à La Havane le 25 avril 2003.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale, au titre des points 108, 109 et 160 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,  
Représentant permanent  
(Signé) Bruno Rodríguez Parrilla





## Annexe

**Déclaration spéciale du Président de la République de Cuba,  
Fidel Castro Ruz, sur les événements les plus récents  
qui ont eu lieu dans notre pays et la poussée des actions agressives  
du Gouvernement des États-Unis contre le peuple cubain  
Le 25 avril 2003**

Chers compatriotes ;

Tout a débuté depuis l'arrivée à Cuba du sieur Cason. L'arrestation de plusieurs dizaines de mercenaires, qui trahissent leur patrie en échange de privilèges et de l'argent qu'ils touchent du gouvernement nord-américain, et la peine capitale infligée à des criminels de droit commun qui, portant un pistolet et cinq armes blanches, ont détourné un bateau de passagers dans la baie de La Havane, ont été la conséquence d'une conspiration peaufinée par l'administration nord-américaine et par la mafia terroriste de Miami. C'est si évident que n'importe qui peut le comprendre.

Les autorités cubaines n'ont pas la moindre responsabilité. C'est ce que je me propose d'expliquer, de pair avec les raisons et les objectifs de chaque mesure prise, le pourquoi et le pour quoi de chacune.

Le président des Etats-Unis qui était en désavantage lors des élections du 4 novembre 2000, est entré à la Maison-Blanche à la suite d'une fraude scandaleuse au cours de laquelle le groupe mafieux de Miami a utilisé là-bas les méthodes hérités de ses parents batistiens et d'autres politiciens corrompus de la néo-colonie cubaine des Etats-Unis, délogés du pouvoir par la Révolution.

Le 4 novembre des dizaines de milliers d'Afro-Américains se sont vu refuser l'accès aux urnes ; bien des milliers d'électeurs ont été induits en erreur à la suite d'une modification de l'ordre des candidats sur le bulletin de vote, et le dépouillement du scrutin a fait l'objet d'une nouvelle fraude. Et voilà comment Bush est arrivé en tête, par à peine quelques centaines de voix, dans l'Etat de la Floride, ce qui a décidé de son entrée à la Maison-Blanche.

Comme c'est quelqu'un de reconnaissant, il ne cache sa gratitude à la mafia de Miami et les engagements qu'il a pris à son égard lors d'une réunion au Texas.

Avant même les élections, lors d'un meeting du 26 juillet à Pinar del Río, le 5 août en m'adressant à Bush j'avais dit textuellement :

*Je sais pertinemment ce que vous avez dit, par irréflexion, à vos petits copains, intimes, mais indiscrets, de la mafia cubano-américaine : que le problème cubain, vous pouviez le régler très facilement, et vous vouliez parler par là des méthodes de l'époque sinistre où l'Agence centrale de renseignements était utilisée directement dans des plans d'assassinat de dirigeants de notre pays.*

Pour régler le problème, Bush s'était engagé à m'éliminer physiquement, ce qui, après quarante ans d'agressions et de crimes contre Cuba, ne m'a pas surpris outre mesure ni ne m'a inquiété le moins du monde.

Son administration devait être aussi hostile et aussi réactionnaire qu'on pouvait s'y attendre. La mafia y a eu plus de pouvoir et d'influence que jamais. De vrais bandits d'origine cubaine, responsables de la mort de milliers de Centraméricains, tel le notoire Otto Reich, ont été placés à des postes importants et des positions clefs pour appliquer à Cuba les politiques prévues, les idées et les engagements de Bush. Peu importe à celui-ci le sort et les destinées de plus de onze millions de Cubains.

Je ne perdrai mon temps à expliquer ce que pense monsieur Bush ou quelles sont ses obsessions et ses idées fixes. Notre peuple et le monde les connaissent pertinemment.

Otto Reich serait donc le secrétaire d'Etat adjoint aux affaires latino-américaines. Le Sénat, républicains et démocrates confondus, ne voulaient pas de cet individu. On profita d'une intersession pour le nommer à titre provisoire. Depuis, il a tracé les politiques du département d'Etat contre Cuba. Les déclarations cyniques ont plu. Un jour, que Cuba préparait une guerre électronique contre les communications des Etats-Unis ; un autre, un cargo chinois chargé d'armes naviguait vers Cuba. Bien entendu, ni le cargo ni les armes n'ont jamais existé. Parmi ces mensonges les plus saugrenus, l'accusation la plus perfide : Cuba était lancé dans un programme de recherche pour mettre au point des armes bactériologiques. Toutes ces accusations ont été démenties et ridiculisées.

A cette même époque, en septembre 2002, Otto Reich nommait James Cason, un de ses inconditionnels, chef de la Section des intérêts des Etats-Unis à Cuba (SINA).

Une fois conclue sa nomination provisoire, Otto Reich devait être validé par un Sénat toujours aussi réticent où ses possibilités d'approbation étaient très minces. *Exit* Otto Reich. À sa place est désigné Roger Noriega, qui était assistant principal du Comité de Relations extérieures présidé par le diabolique Helms.

Peu de temps après, néanmoins, en décembre 2002, Otto Reich était nommé représentant spécial du président des Etats-Unis pour l'Amérique latine au Conseil de sécurité national, où se mitonnent et adoptent les décisions fondamentales de la Maison-Blanche. Un bandit, un terroriste, le doigt sur la gâchette de la superpuissance braquée sur Cuba !

Quelle meilleure preuve des plans machiavéliques d'Otto Reich, de sa mafia et de son chef, que les agissements du chef de la Section des intérêts des Etats-Unis à La Havane ?

Qu'avait fait Cason avant d'occuper le poste que détenait Mme Vicky Huddleston, expédiée non seulement dans un pays européen ou latino-américain, comme elle y aspirait, mais au Mali, en Afrique ?

La nomination de Cason ne doit rien au hasard. Reich a connu le travail de Cason à l'époque où il était lui-même directeur de diplomatie publique sous Reagan. Tous deux ont travaillé notamment de concert quand Cason était dans les Affaires centraméricaines du Département d'Etat qui servait alors de base de soutien à ce qu'on appelait les *contras* pendant la sale guerre contre la Révolution sandiniste où M. Reich a joué un rôle important, comme on a pu le constater pendant les séances du Congrès consacrées au scandale Irangate. Reich a aussi

travaillé dans d'autres pays latino-américains comme Honduras, où il était le deuxième de l'Ambassade nord-américaine dans ce pays, à El Salvador, la Bolivie, le Panama, le Guatemala, le Venezuela et d'autres.

Cason avait déclaré en novembre 2001, au cours d'une conférence sur la sécurité nationale ayant suivi l'attentat terroriste fatidique contre les Tours jumelles, que notre pays « était le seul à ne pas s'être uni au chœur régional de condoléances sincères, de soutien militaire et de collaboration diplomatique avec les Etats-Unis ».

Le fait est que Cuba avait énergiquement condamné ces actes terroristes devant la presse nationale et étrangère, exprimé les condoléances du peuple cubain au peuple nord-américain et fait état de sa disposition à offrir sur-le-champ une aide médicale et humanitaire. Il a vraisemblablement été l'un des premiers, voire le premier. Il a aussitôt offert d'ouvrir son espace aérien et ses aéroports pour recevoir les avions civils volant à ce moment puisque aucun atterrissage n'était alors permis aux Etats-Unis. Cuba n'était pas obligée à accorder aucun soutien militaire à l'aventure belliciste des Etats-Unis.

Apprenant la nomination de James Cason comme chef de la SINA, le directeur exécutif de la Fondation nationale cubano-américaine déclarait : « Nous espérons que ce monsieur est habilité à mener une politique énergique, comme l'a ordonné le président Bush. »

James Cason se présentait comme le meilleur choix pour mettre en œuvre la politique déjà décidée de recrudescence et d'escalade des hostilités contre Cuba depuis son poste au département d'Etat.

Le 6 août 2002, avant son arrivée à Cuba, cinq personnes avaient détourné le bateau *Plástico 16*, de la Coloma (Pinar del Río). Les autorités cubaines demandaient officiellement, par la note 1428 du 27 août 2002, que les pirates de la mer soient extradés. Quelques mois, ils étaient relaxés aux Etats-Unis.

Ci-après, une chronologie des pas de M. Cason à Cuba.

### **10 septembre 2002**

Il arrive dans notre pays en compagnie de sa femme, et il est reçu à l'aéroport de La Havane par Louis Negro, chef adjoint de la SINA.

Dès le premier instant, au cours de la bienvenue au SINA, il fait part de ses visées d'ingérence, déclarant devant les employés nord-américains et cubains que « son but était de hâter l'évolution vers une Cuba démocratique » et invitant « à soutenir tous ceux qui aidaient à cette transition ».

### **11 septembre 2002**

Rappelant à la SINA les victimes des attentats terroristes commis aux Etats-Unis, Cason parle de l'approche de Bush de la guerre contre le terrorisme et exprime « l'espoir que le peuple

cubain jouera un rôle vital dans les changements qui doivent se produire », signalant « la liberté d'expression comme un facteur à prendre en considération en vue de changements futurs à Cuba ».

### **16 septembre 2002**

Arrivé depuis à peine six jours, Cason offre dans sa résidence un cocktail à dix-sept chefs de groupes contre-révolutionnaires en vue de se présenter et de préciser les besoins et les intérêts de ses invités.

Il affirme vouloir travailler à la mise en œuvre de la politique annoncée par le président Bush, cherchant à savoir comme il peut aider l'« opposition » et dans quelle mesure le soutien accordé à ce jour par la SINA a été efficace.

Il se dit prêt à offrir sa résidence et la SINA elle-même à des réunions de contre-révolutionnaires avec des diplomates étrangers.

Il affirme qu'il parcourra le pays pour connaître la situation des groupuscules. Il soutient qu'il envisage de participer à des meetings politiques, telles des tribunes ouvertes, et de scotcher dans les bureaux du consulat les photos et les noms des « prisonniers politiques » afin que les visiteurs les connaissent.

### **17 septembre 2002**

Cason offre un cocktail dans sa résidence à d'autres contre-révolutionnaires, dans le même but que la veille. Il y parle de la radio subversive, de « la presse et des bibliothèques indépendantes ».

### **26-30 septembre 2002**

Cason profite de la Foire de produits alimentaires nord-américains pour donner des preuves d'un autre volet de ses plans hostiles.

À la fin d'une réception offerte par les organisateurs nord-américains aux exposants à l'hôtel Meliá Cohiba, Cason lit une déclaration à la presse étrangère : selon lui, la Foire était un espace pour vendre, mais « la partie cubaine va beaucoup parler sans rien concrétiser en fin de compte. » Cuba n'était pas un marché important pour les Etats-Unis, il avait des dettes avec tout le monde, les hommes d'affaires d'autres pays attendaient toujours qu'on les paie, et les USA « ne veulent pas faire partie de cette liste d'attente ». Et d'ajouter : « Les Cubains veulent des crédits, et personne ne veut le leur en octroyer, parce qu'ils ne paient pas. C'est un petit marché où un citoyen ne gagne que vingt dollars. Cuba a une dette de onze milliards de dollars, et si elle a un jour de l'argent, elle ne remboursera pas. »

Sans commentaires. Pas un traître mot du blocus, de la guerre économique, de l'hostilité et des agressions des administrations nord-américaines pendant quarante-quatre ans.

### **3-4 octobre 2002**

Cason et la chef du programme pour réfugiés font un voyage de supervision à Villa Clara pour rendre visite à des émigrants illégaux renvoyés à Cuba aux termes des accords migratoires entre Cuba et les USA.

Le 3, à Caibarién, ils rendent visite à un groupe entrant dans cette catégorie, en plus de dix autres personnes réunies par le contre-révolutionnaire Margarito Brtoche, chef du groupuscule Association de *balseros* indépendants, Centre Nord de Cuba, Paix, démocratie et liberté. Ces émigrants illégaux renvoyés à Cuba sont convertis en « dissidents », choyés et instruits par Cason.

Le 4, même scénario à Santa Clara avec un autre groupe d'émigrants illégaux renvoyés à Cuba dans le cadre de ces mêmes accords.

Plusieurs tentent de nouveau d'atteindre illégalement les Etats-Unis, sachant que s'ils y arrivent, ils feront l'objet d'un accueil privilégié. Entre temps, Cason recrute des « dissidents » parmi eux.

Le chef de la SINA et la fonctionnaire qui l'accompagne se montrent agressifs, critiquant fréquemment sur un ton méprisant le président du Conseil d'Etat.

Voilà donc comment le chef de la SINA supervise et endoctrine ceux qui, ne pouvant recevoir de visas du fait de leur casier judiciaire et de leurs antécédents sociaux, voyagent illégalement aux USA d'où ils sont renvoyés.

### **7 octobre 2002**

Le chef de la SINA offre un petit déjeuner chez lui aux chefs contre-révolutionnaires Martha Beatriz Roque Cabello, René Gómez Manzano et Félix Bonne Carcasés, et à d'autres fonctionnaires de la mission diplomatique.

Cason affirme avoir constaté, pendant son séjour à Villa Clara, « la misère » de cette province et fait d'autres commentaires sur son voyage.

### **10 octobre 2002**

Cason offre un petit déjeuner chez lui aux meneurs contre-révolutionnaire Oswaldo Payá Sardiñas, Osvaldo Alfonso et Vladimiro Roca Antúñez, ainsi qu'aux secrétaires des questions politiques et économiques de la SINA, Francisco Sainz et Ricardo Zúñiga, respectivement. Les thèmes discutés sont le Projet Varela, les élections au Brésil, la situation au Venezuela et les groupuscules contre-révolutionnaires en général.

### **30 octobre 2002**

Dans l'après-midi, chez James Cason, six fonctionnaires de la SINA ont une réunion de travail avec vingt-quatre contre-révolutionnaires en vue de débattre du projet « Assemblée pour

promouvoir la société civile à Cuba », organisé et promu par Martha Beatriz Roque Cabello. Cason leur dit qu'il connaît bien le mal qu'ils ont à se réunir et que c'est pour cela qu'il leur offre sa résidence. Il leur ratifie son soutien matériel et moral, faisant état de la volonté de son gouvernement de « démocratiser » l'île. Il leur fait ses excuses de ne pas pouvoir les accompagner, parce que d'autres obligations au siège l'en empêchent. Il leur laisse sa résidence, qui bénéficie de l'immunité diplomatique, et de quoi se restaurer.

### **5 novembre 2002**

15 h 15. Cason et son second secrétaire, Zúñiga, arrivent chez Oscar Elías Biscet González, contre-révolutionnaire qui a écrit au président Bush et qui en a reçu des prix directs, qui a été incarcéré pour des actions commises à la suite d'instructions de la Fondation nationale cubano-américaine, une fondation terroriste, et qui a été libéré cinq jours plus tôt. Ils lui posent une foule de questions sur les points qui les intéressent en fonction de leurs objectifs contre-révolutionnaires. Cason lui fait part de son intention d'inciter des fonctionnaires d'autres sièges diplomatiques à entrer en contact.

### **11 novembre 2002**

Réunion chez Cason d'Oswaldo Payá Sardiñas, d'Oswaldo Alfonso Valdés, de Vladimiro Roca Antúñez et d'Oscar Elías Biscet González avec une délégation nord-américaine en visite à Cuba.

C'est là une habitude des différents chefs de la SINA chaque fois qu'une délégation ou un représentant des USA arrive à Cuba, l'objectif étant de saboter les relations politiques et économiques de Cuba avec l'étranger en faisant proférer une kyrielle de calomnies et d'assertions infâmes par des mercenaires à la solde d'un gouvernement étranger belliqueux et agressif qui ne cesse de menacer le peuple cubain.

Ce même jour, un avion de fumigation AN-2 est détourné vers les USA. Le ministère des Relations extérieures, par ses notes 1778 (2002) et 180 (2003), a demandé au gouvernement nord-américain l'extradition des pirates et le restitution de l'avion. Les autorités nord-américaines n'ouvrent pas la moindre instruction contre les pirates qu'elles libèrent quatre jours plus tard. L'avion est mis sous séquestre, vendu aux enchères. Un vol éhonté, une manoeuvre visant ouvertement notre pays.

### **21 novembre 2002**

Cason se rend chez Martha Beatriz Roque Cabello, où se trouvent treize autres agents à solde. Il leur parle d'un film contenant des attaques personnelles contre le chef d'Etat cubain. Il pose des questions au sujet des ventes de radio petites ondes et ondes moyennes dans les magasins en devises, et parle d'en introduire à travers la valise diplomatique nord-américaine, etc. il leur fait cadeau de quatre caisses contenant la Déclaration universelle des droits de l'homme.

Cadeau indécent de la part du gouvernement d'un pays qui nous impose un blocus depuis plus de quarante ans et qui menace de détruire le nôtre, comme il l'a fait ailleurs dans le monde !

Il leur dit son intention de concerter, en janvier 2003, une rencontre entre eux et une délégation des médecins du gouvernement nord-américain.

Ces médecins feraient tout aussi bien de se rendre en Amérique centrale, en Amérique latine ou en Afrique où des milliers de médecins cubains héroïque prêtent service et sauvent chaque année des centaines de milliers de vies à des endroits reculés où l'on voit rarement les médecins nord-américains de M. Cason.

## **22 novembre 2002**

Orlando Fundora Alvarez, Yolanda Triana Estupiñán et José Barrero Vargas, trois meneurs contre-révolutionnaires, se réunissent, à la demande du premier, chez James Cason. Objectif principal : recueillir des informations sur des personnes lésées par la Révolution – lisez des vendeurs illégaux ou des gens associés à la drogue et à d'autres délits et illégalités – pour réclamer des indemnisations au gouvernement cubain.

C'est la première fois que des groupuscules utilisent la résidence de Cason pour se réunir sans la présence de diplomates nord-américains.

## **27 novembre 2002**

James Cason et d'autres fonctionnaires se rendent dans la province de Ciego de Avila en voyage de « familiarisation ».

Arrivés dans le chef-lieu, ils se rendent chez un contre-révolutionnaire et ont une réunion avec quatre autres membres de groupuscules.

Cason s'intéresse à la situation des contre-révolutionnaires, de l'instruction ouverte contre eux. Ses interlocuteurs se réfèrent d'une façon mensongère à des coups, à des sévices et au harcèlement dont les familles sont victimes.

Le « dissident » en question, et d'autres gens du même acabit, avait provoqué des désordres publics à l'hôpital provincial, interrompant les services d'urgences pendant au moins deux heures, ce qui avait porté préjudice à plusieurs patients.

Que faisait donc là le sieur Cason ?

## **19 décembre 2002**

Dans la soirée, James Cason organise une activité « sociale » avec douze autres fonctionnaires de la SINA et dix membres du corps diplomatique, dont des représentants du Royaume-Uni, de la République tchèque, de la Pologne, de la Grèce et du Chili, et de cinquante-deux contre-révolutionnaires de divers groupements.

À la différence d'autres activités organisées par la SINA avec ces individus, il n'y a eu ni discours de bienvenue ou d'adieu. Chacun a vaqué librement à ses occupations, sans protocole, se rendre à un buffet bien garni en aliments et boissons. N'empêche que les cinquante-deux « dissidents » invités ont une réunion d'une demi-heure avec plusieurs des meneurs principaux : Elizardo Sánchez Santacruz Pacheco, Vladimiro Roca Antúñez, René Gómez Manzano et Félix Bonne Carcasés. Des photos ont été prises pour l'histoire.

Au fond, ils étaient chez eux. Quelle chance de se trouver dans la représentation diplomatique de la superpuissance et de conspirer contre le peuple cubain qui défend face au monstre impérialiste sa petite île en butte à un blocus !

**21 décembre 2002**

Cason concède une interview au Canal 51 de Miami et il y a un extrait, que bien qu'il a déjà été publié, je considère qu'il est convenant de l'insérer en guise d'information :

**Journaliste.** [...] *En tant que chef de la Section des intérêts des Etats-Unis à La Havane, vous voyagez, vous rencontrez les Cubains ordinaires, les dissidents. Avez-vous déjà eu des réunions avec les leaders des organisations anticastristes de l'exil ?*

**James Cason.** *Oui, deux ou trois fois. Chaque fois que je vais à Miami, je tiens à me réunir avec tous les groupes, avec la Fondation nationale cubano-américaine, avec le Conseil pour la liberté de Cuba, avec des groupes indépendants et avec tous les groupes d'ici, parce que je tiens à expliquer ce que j'ai vu à Cuba, ce qu'il s'y passe et écouter leurs points de vue sur ce que nous sommes en train de faire, pour voir s'il y a des choses qu'ils voudraient nous voir faire et que nous ne faisons pas. Ce sont des conversations très aimables. Ce que je dis, c'est que oui, il existe bel et bien une opposition à Cuba, c'est l'important, mais qu'ils sont isolés, harcelés, mais qu'ils persistent et qu'ils ont beaucoup du courage. L'important, c'est qu'ils se réunissent, qu'ils s'unissent, qu'ils se concentrent sur l'essentiel, sur les droits qu'ils n'ont pas et sur les libertés qu'ils doivent avoir.*

*Ne pas se centrer donc sur les problèmes de personnalité, sur les différences d'idéologie. L'important, c'est que l'opposition doit se faire un espace, parce que le jour viendra de la transition. Il y a une transition maintenant, mais il y aura un jour une Cuba nouvelle, et ils doivent prendre parti au moment de former et de décider de l'avenir de Cuba. Alors, ils doivent se faire un espace, commencer à discuter sur ce qu'il faut faire de différent pour changer Cuba. Il est donc important qu'ils mettent l'accent sur l'important, et non le superflu.*

**Journaliste.** *Au sujet des réunions que vous avez eues avec les dissidents – je ne sais pas si vous voulez entrer dans ces détails – où voyez-vous que la dissidence ne va peut-être pas sur le bon chemin ? Quel message avez-vous pour la dissidence ? Avant de vous demander, si vous me le permettez, un message*

*pour les groupes anticastristes de Miami. Quel message enverrez-vous à la dissidence à Cuba, d'après ce que vous avez vu ?*

**James Cason.** *D'abord, que l'avenir de Cuba... Nous, les Nord-Américains, nous n'allons pas décider de l'avenir de Cuba. Ce sont les Cubains qui le feront, ceux du dedans et ceux du dehors. De mon point de vue, ils doivent... Mon conseil est de centrer sur l'essentiel. Quels sont les facteurs importants ? Ne pas se diviser, se réunir et tenter de se concerter ou de parvenir à un accord sur dix points, par exemple, sur lesquels ils seraient tous d'accord, et ne pas parler de ce sur quoi ils ne sont pas d'accord. Car, en démocratie, tout le monde a des différences, il y a des actions, mais l'important c'est que c'est une dictature militaire où, si les gens ne se réunissent pas, ils n'ont pas beaucoup de chance de prospérer. Donc, qu'ils se concentrent sur l'essentiel et qu'ils cherchent des points de coïncidence, pas de différence.*

**Journaliste.** *Une de vos priorités aussi est de soutenir la dissidence à Cuba. Comment prétendez-vous aider l'opposition castriste ?*

**James Cason.** *Eh bien, comme je l'ai déjà dit, en offrant des informations, un soutien moral, spirituel, qu'ils ne sont pas seuls, que le monde sait ce qu'il se passe à Cuba. La preuve en est que de nombreux leaders ont reçu des prix des droits de l'homme d'Europe et d'autres parties du monde, alors le monde sait ce qu'il se passe à Cuba, et nous sommes là pour leur dire cette réalité et les aider dans toute la mesure du possible.*

*Nous ne donnons pas, ce n'est pas vrai, comme dit Castro, que sommes en train de financer l'opposition. L'opposition insiste sur le fait que le système a échoué et nous sommes là pour leur offrir l'appui du peuple américain et du reste du monde démocratique à ce qu'ils font, qui est de prôner l'exercice des droits de l'homme élémentaires que Cuba a signés dans la Déclaration des droits de l'homme, dans les déclarations universelles et qu'elle n'a pas respectés toutes ces années-ci.*

Une fois lues ces déclarations sans ambages du sieur Cason, comme il serait injuste d'affirmer que le gouvernement nord-américain et le chef de sa Section des intérêts à La Havane s'ingèrent dans les affaires intérieures de Cuba, ou que les « nobles patriotes » réunis là étaient des contre-révolutionnaires à la solde des Etats-Unis !

### **9 janvier 2003**

James Cason informe le ministère des Relations extérieures qu'il se rendra à Pinar del Río avec quatre autres fonctionnaires de la SINA, on l'informe que ce voyage n'est pas autorisé. On sait que Cason devait rencontrer plusieurs individus. Ce même jour, un employé de la SINA transporte quatre caisses contenant des radios et de la littérature à des contre-révolutionnaires de l'endroit.

### **16 janvier 2003**

James Cason participe à une activité réalisée chez le meneur Héctor Palacios Ruiz, en vue de présenter un livre foncièrement contre-révolutionnaire associé au plan des prétendues « bibliothèques indépendantes » et déjà présenté aux foires du livre de Guadalajara et de Miami.

### **19-25 janvier 2003**

James Cason et Ricardo Zúñiga visitent pendant six jours les provinces de Las Tunas, Holguín, Granma, Santiago de Cuba et Guantánamo : ils avaient demandé l'autorisation de faire des visites privées, et se consacrent à des approvisionnement matériels de groupuscules contre-révolutionnaires afin de renforcer et d'unifier la prétendue « opposition » et nouer des contacts avec les milieux religieux.

Cason parle, ce qui est symptomatique, du plan dit des « six mille milles », autrement dit réaliser des voyages périodiques dans toutes les provinces en vue de stimuler et de soutenir les groupuscules contre-révolutionnaires en leur fournissant des ressources.

Comme si nous étions à l'époque de l'occupation nord-américaine qui a conclu la dernière guerre d'Indépendance contre l'Espagne, le proconsul de l'empire organise un parti politique.

### **29 janvier 2003**

Le bateau de ferrociment *Cabo Corrientes* est détourné de l'île de la Jeunesse et conduit aux Etats-Unis. Les autorités cubaines présentent une note diplomatique réclamant l'extradition des quatre pirates. Les Etats-Unis n'y répondent pas et libèrent aussitôt les pirates.

### **6 février 2003**

Une vedette rapide des troupes garde-frontière est détournée et conduite aux Etats-Unis. On ne sache pas que les autorités nord-américaines aient à ce jour accusé un seul des quatre pirates de la mer. Le ministère des Relations extérieures a présenté à la SINA une note réclamant l'extradition des pirates et protestant contre cette nouvelle manœuvre anticubaine. Pas de réponse du département d'Etat.

### **7 février 2003**

Dans la soirée, activité chez Cason en l'honneur d'une délégation culturelle nord-américaine. Parmi les invités, vingt et un membres des groupuscules et cinq diplomates de la SINA. Cason consolide là une pratique qu'il avait commencé fin 2002 : inviter des contre-révolutionnaires aux activités sociales officielles de la SINA en même temps que des professionnels cubains.

### **22 février 2003**

Cason offre une conférence de presse à des journalistes étrangers accrédités à Cuba, critiquant notre pays et affirmant que les autorités cubaines ont peur d'importer des livres et d'autres documents, par allusion aux livres de Martin Luther King, de John Steinbeck et de Groucho

Marx qui faisaient partie d'un lot de livres envoyés par le gouvernement nord-américain et confisqués, mais sans la moindre mention de titres foncièrement contre-révolutionnaires et subversifs inclus dans ce même lot.

Une dépêche de l'AP titre : « James Cason dénonce la saisie de livres envoyés par les Etats-Unis. » En voici quelques paragraphes textuels :

*Les diplomates nord-américains ont été informés que « le gouvernement était fermement décidé » à ne pas permettre l'entrée de livres distribués ensuite aux groupes dissidents, même aux bibliothèques indépendantes de l'île, a affirmé le chef de la Section des intérêts des Etats-Unis à Cuba, James Cason.*

*« On nous a dit qu'il ne s'agissait pas des livres en soi, mais de leurs destinataires », a dit Cason à un groupe de journalistes étrangers. Il a ajouté que la mission nord-américaine avait déjà importé des livres semblables antérieurement.*

*« C'est la crainte de perdre le contrôle politique », a dit Cason qui est arrivé à La Havane voilà cinq mois.*

#### **24 février 2003**

James Cason et deux autres fonctionnaires de la SINA participent à une conférence de presse donnée chez elle par Martha Beatriz Roque, rien moins que pour fêter les anniversaires du début de la guerre d'Indépendance de 1895 et les avions de l'organisation de la mafia terroriste de Miami « Hermanos al Rescate » descendue quand ils violaient l'espace aérien cubain.

Cason est interviewé par les correspondants de la presse étrangère. Il ne se borne pas à répondre aux questions, mais il lit un document et fait des déclarations publiques carrément interventionnistes, offensantes et déifiantes pour les autorités cubaines, et il appelle le reste des missions diplomatiques à La Havane à suivre l'exemple de la SINA.

Ce même jour, l'organisation terroriste Hermanos al Rescate a fait une transmission de télévision illégale contre notre pays depuis l'espace aérien international. Bien que les autorités cubaines aient mis en garde antérieurement au 24 février le gouvernement nord-américain des plans de cette organisation et du fait qu'il s'agirait d'une violation du Règlement des télécommunications de l'Union internationale des télécommunications, l'administration n'a absolument rien fait pour l'empêcher.

#### **28 février 2003**

On apprend que les autorités pénales nord-américaines, sur instructions du département de Justice, ont enfermé au cachot, en violation des droits de l'homme, nos cinq héros, prisonniers politiques de l'empire.

C'était trop, vraiment trop !

**6 mars 2003**

Intervenant à la clôture de la session de l'Assemblée nationale du pouvoir populaire, je riposte à l'interview grossière donnée par le chef de la SINA le 24 février au cours de sa réunion avec des contre-révolutionnaires.

Je précise que si je ne l'avais pas fait avant, c'est parce que, au milieu des efforts énormes que nous réalisons pour surmonter des obstacles et mener de l'avant nos programmes révolutionnaires, je ne connaissais en détail jusqu'où allaient l'insolence, la hardiesse et l'audace de l'envoyé d'Otto Reich. Je dis entre autres :

*Le 24 février dernier, rien moins que le jour où nous fêtons le début de la dernière guerre d'Indépendance lancée par Martí en 1895, un certain James Cason, chef de la Section d'intérêts des Etats-Unis à La Havane, s'est réuni dans un appartement de La Havane avec un groupe de contre-révolutionnaires émergeant au budget nord-américain, rien moins que pour fêter le Cri de Baire, une date patriotique sacrée pour notre peuple. D'autres diplomates avaient été invités, mais l'illustre personnage s'est retrouvé seul.*

*Il ne s'est d'ailleurs pas contenté d'assister discrètement. Non. Quand un journaliste lui a demandé si sa présence là ne confirmait pas les accusations du gouvernement cubain, Cason a affirmé : « Non, parce que je crois qu'ils ont invité tout le corps diplomatique et que nous, comme pays, nous appuyons toujours la démocratie et les gens qui luttent pour une vie meilleure. Je suis ici comme invité. »*

*« Je n'ai pas peur », a-t-il répondu lapidairement à une autre question des informateurs qui voulaient savoir si sa présence à cette activité de l'opposition ne pourrait pas considérée comme un geste inamical envers le gouvernement cubain qui dénonce les dissidents comme des mouvements subversifs.*

*Ensuite, grossier et insultant, il a ajouté en excellent espagnol : « Malheureusement, c'est le gouvernement cubain qui a bel et bien peur, peur de la liberté de conscience, peur de la liberté d'expression, peur des droits de l'homme. Ce groupe-ci prouve qu'il y a des Cubains qui n'ont pas peur. Ils savent que la transition à la démocratie est en marche. Nous voulons qu'ils sachent qu'ils ne sont pas seuls, que le monde entier les soutient. Nous, comme pays, nous appuyons la démocratie et les gens qui se battent pour une vie meilleure et pour la justice. »*

*La note de presse ajoute : « Bien que des diplomates étrangers se réunissent normalement avec des dissident, il n'est pas courant qu'ils apparaissent dans des réunions publiques ou expriment des opinions sur le gouvernement devant les médias. »*

*« Je suis ici à titre d'invité et je vais aller dans tout le pays rendre visite à toutes les personnes qui veulent la liberté et la justice. »*

*N'importe qui comprend qu'il s'agit d'une provocation éhontée, d'un défi. De fait, ce que ce bravache à immunité diplomatique et ceux qui lui ont ordonné ces rodomontades révèlent de toute évidence, c'est la peur. Autrement, cette conduite est si étrange qu'on serait en droit de se demander ce que les participants à cette réunion « patriotique » ont bien pu boire...*

*Comme Cuba, vraiment, meurt de peur, elle prendra tout son temps pour décider de la conduite à suivre envers cet étrange fonctionnaire. Peut-être les nombreux membres des services de renseignements qui travaillent dans cette Section d'intérêt pourraient-ils lui expliquer que Cuba peut parfaitement se passer de cette dernière, incubateur de contre-révolutionnaires et quartier général des actions subversives les plus grossières contre notre pays. Les fonctionnaires suisses qui les ont représentés si longtemps réalisaient un excellent travail sans pour autant faire de l'espionnage ni organiser la subversion. Si c'est vraiment que ces gens-là cherchent à provoquer par des déclarations aussi insolentes, alors qu'ils aient au moins le courage et la décence de le dire. Un jour, peu importe quand, le peuple nord-américain enverra un vrai ambassadeur, « sans peur et sans reproche », comme l'on disait de Bayard.*

### **7 mars 2003**

Le département d'Etat confirme que nos cinq héros ont été transférés dans des unités spéciales (autrement dit, la réclusion cellulaire) et que le Bureau de prisons appliquerait désormais de nouveaux règlements pour les visites consulaires.

### **10 mars 2003**

Le ministère des Relations extérieures remet la note diplomatique n° 365 au chef de la SINA, ripostant vertement à ses actions et à ses déclarations publiques interventionnistes du 24 février, l'informant par ailleurs qu'en réciprocité aux mesures adoptées contre nos fonctionnaires à Washington et eu égard aux activités subversives et illégales de la SINA, les réglementations de déplacement au-delà du secteur de libre circulation changent immédiatement et que le régime de notification de voyages se convertit en une demande d'autorisation. Désormais, pour sortir de La Havane, les fonctionnaires de la SINA doivent demander l'autorisation et attendre la réponse du ministère des Relations extérieures.

### **11 mars 2003**

Le département d'Etat confirme à la Section des intérêts de Cuba à Washington l'application de nouvelles réglementations aux visites consulaires à nos cinq héros.

### **12 mars 2003**

Un groupe de dix-huit contre-révolutionnaires se réunit chez Cason.

Le ministère cubain des Relations extérieures remet à la SINA la note n° 390, protestant pour l'aggravation des conditions carcérales de nos cinq héros, demandant la fin de ce régime illégal et la restitution de tous les droits et la possibilité de contact direct et sans conditions avec leurs familles, leurs avocats et les fonctionnaires de la Section des intérêts de Cuba à Washington.

### **13 mars 2003**

Le département d'Etat remet à notre Section des intérêts la note diplomatique en réponse à la nôtre du 10 mars, appliquant le régime d'autorisation de déplacement à nos fonctionnaires de Washington.

Notre Section des intérêts reçoit à travers le département d'Etat une demande de visite dans notre pays des législateurs anticubains Christopher Smith (républicain du New Jersey) et Frank Wolf (républicain de Virginie), qui prétendent avoir des réunions avec les groupes d'« opposition civile ». C'est là une visite franchement provocatrice qui s'inscrit dans le cadre de l'escalade entreprise par l'administration Bush. Le département d'Etat informera le 18 de l'annulation de ce voyage.

### **14 mars 2003**

Nouvelle réunion du chef de la Section des intérêts des Etats-Unis chez lui avec des meneurs contre-révolutionnaires - c'était presque tout les deux jours. Il s'agissait d'un cours d'éthique pour des prétendus journalistes ; c'était à vrai dire, le pire endroit du monde pour parler d'éthique. Plusieurs fonctionnaires de la SINA sont présents. La presse étrangère a accès à la réunion.

Je reprends ici ce que j'ai expliqué dans mon intervention au Programme spécial du 4 avril :

[...]

*Nul n'ignore que le sieur Cason, nouveau chef de la Section des intérêts, a des instructions de réaliser des provocations de toute sorte contre Cuba, et qu'il a prétendu convertir son siège diplomatique et sa propre résidence en des locaux permettant d'organiser, d'instruire et de diriger des mercenaires qui trahissent leur patrie au service d'une puissance étrangère, ou qui violent d'autres lois par des faits causant de graves torts à notre pays, tout en prétendant l'impunité totale. Plusieurs dizaines d'entre eux sont en train d'être jugés, comme cela a été annoncé, par les tribunaux chargés de connaître des crimes contre la sécurité du pays.*

*Que n'a pas fait le gouvernement des Etats-Unis au nom de la sécurité nationale ! Jusqu'à une guerre brutale, sans y regarder à deux fois ! Ah ! et nous, nous devrions reconnaître l'impunité à ceux qui trahissent la patrie et qui sont payés par eux, causant des torts considérables dans bien des domaines ? Ce sont des gens qui agissent contre les intérêts du pays, contre la sécurité du pays, dans une nouvelle étape.*

*Ils font erreur. Ils devraient se convaincre un peu mieux de ce qu'est ce peuple-ci, du niveau de connaissance, de culture, d'organisation, de préparation qu'il possède pour lutter sur tous les terrains si notre pays est envahi. Ah ! oui, ce serait une nouvelle guerre de Cent Ans qui commencerait ! Nous ne le souhaitons pas, mais nous nous voyons dans l'obligation, parce qu'on constate des choses très étranges... Je ne vais pas m'appesantir là-dessus. On aura le temps.*

*Ces gens sont donc jugés par les tribunaux chargés de connaître des crimes contre la sécurité du pays, et ça rend leurs maîtres fous furieux.*

### **17 mars 2003**

Le ministère des Relations extérieures cite le chef de la Section des intérêts des Etats-Unis pour lui remettre deux notes de protestation : 1) pour l'attitude interventionniste, contre-révolutionnaire et violant la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques (1961) de M. James Cason, chef de la SINA ; 2) pour les transmissions de télévision illégales réalisées par les terroristes de Hermanos al Rescate, le 24 février, et pour la passivité des autorités nord-américaines qui n'ont rien fait pour empêcher cette action qui viole les normes internationales régissant les transmissions de télévision, et ce malgré la mise en garde cubaine.

### **17 et 18 mars 2003**

Deux tables rondes télévisées démasquent les agissements subversifs et contre-révolutionnaires de la SINA, en particulier de Cason.

### **18 mars 2003**

Rédaction d'une note officielle sur les provocations éhontées et réitérées du chef de la SINA (parue dans le journal *Granma* le 19 mars).

Trente-deux contre-révolutionnaires sont arrêtés pour agissements mercenaires au service d'une puissance étrangère. La décision a été prise le 14 mars au soir, à peine connue la réunion de mercenaires chez Cason, malgré les mises en garde réitérées – publiques et par voie diplomatique – demandant la cessation d'une ingérence aussi inadmissible, soit trois jours avant que le sieur Bush ne lance son ultimatum à l'Irak, le 17 mars.

### **19 mars 2003**

Le Département d'Etat informe notre Section des intérêts à Washington de l'interdiction de plusieurs déplacements proposés par nos fonctionnaires, en particulier des visites consulaires à Gerardo Hernández et à Fernando González.

Trente-trois contre-révolutionnaires sont arrêtés pour activités mercenaires au service des Etats-Unis.

19 h 24. Détournement d'un avion DC-3 de l'Empresa Nacional de Servicios Aéreos desservant Nueva Gerona-La Havane. À dix milles de l'aéroport de la capitale, alors que tout est prêt pour l'atterrissage, le commandant de bord informe le Contrôle de trafic aérien (CTA) de l'aéroport qu'il y a des problèmes politiques à bord et qu'il se dirige direction Nord, raison pour laquelle, manquant de carburant, il demande les coordonnées de l'itinéraire le plus direct. On l'oriente vers Key West.

19 h 30. Le CTA informe son homologue de Miami qu'un DC-3 a été détourné par des individus armés vers Miami. Ce qui était absolument inattendu et rare : le détournement d'un avion de passagers en plein vol. Il y a longtemps qu'un tel fait n'avait pas lieu, depuis même la signature des Accords migratoires. Et celui-ci aurait pu être induit par la mafia de Miami. Bien sûr, nous ne pouvons pas le vérifier. Ils ont retenu les pirates et leurs complices, qui ont déjà obtenu le permis de résidence. Mais en plus, ils ne nous donnent aucune information.

21 h 35. Les Etats-Unis commencent à bombardier Bagdad et d'autres villes irakiennes, ceci a vraiment lieu deux heures et neuf minutes après le détournement de l'avion.

## **20 mars 2003**

L'on cite le chef de la SINA pour lui remettre une note diplomatique qui exige le rapatriement de tous les passagers et des hommes d'équipage du DC-3, des pirates de l'air et de l'appareil. Une note similaire est remise à Washington au département d'Etat.

Les 20 et 21 mars, les autorités cubaines maintiennent le contact avec le département d'Etat et avec la SINA pour continuer d'exiger le rapatriement immédiat des passagers, de l'équipage, des pirates et de l'avion.

Arrestation de six autres contre-révolutionnaires, dont les quatre principaux, pour activités mercenaires au service d'une puissance étrangère.

Lecture de deux Notes informatives sur le détournement du DC-3 en vue d'informer la population, publiées le lendemain dans *Granma*.

## **21 mars 2003**

Les autorités nord-américaines informent notre ministère des Relations extérieures et la Section des intérêts cubains à Washington que les pirates de l'air ne seront pas extradés et qu'ils ont été accusés formellement de piraterie aérienne, et que l'avion a été mis sous séquestre par décision d'une cour nord-américaine en réponse à une demande interjetée par une contre-révolutionnaire de Miami.

Entre temps, le législateur anticubain Lincoln Díaz-Balart fait circuler à la Chambre des représentants le rapport rédigé par la SINA et filtré à la presse par le département d'Etat sur le prétendu harcèlement dont les fonctionnaires de cette mission font l'objet de la part des autorités cubaines.

Arrestation d'un autre contre-révolutionnaire pour activités mercenaires.

Lecture d'une Note informative intitulée « Nouvelle information sur le DC-3 détourné », publiée dans *Granma* le 22.

**22 mars 2003**

Je comparais dans le programme spécial télévisé sur le détournement du DC-3 survenu le 19 mars et je déclare:

*Ceux d'en face ne veulent pas parler de terrorisme au sujet du détournement du DC-3 et préfèrent dire piraterie ? On les comprend, parce que dire terrorisme reviendrait à admettre que celui-ci se commet depuis les Etats-Unis contre Cuba au moment même où ils mènent une guerre terrible contre une nation arabe dans la région explosive du Moyen-Orient, une guerre qui bouleverse le monde.*

*Non, ils ne peuvent dire qu'ils vont juger les pirates de l'air comme des terroristes, parce que ce serait reconnaître la vérité. Pourquoi des individus de cet acabit tentent-ils de partir ? Parce qu'ils sont absolument sûrs de leur impunité ! Pourquoi, en plus de l'impunité garantie, ces individus partent-ils ? Parce qu'ils sont accueillis là-bas en héros et qu'ils servent de matière première de la propagande contre Cuba.*

*Ces types partent parce qu'il existe depuis trente-sept ans une loi dite d'Ajustement cubain, une loi assassine, comme nous l'appelons, qui a coûté la vie à des milliers de personnes et a créé des tas de problèmes.*

[...]

*Tout récemment, des avions et des bateaux détournés de force sont arrivés là-bas, et les auteurs se promènent pourtant en toute liberté dans les rues de Miami. La certitude totale de l'impunité couplée aux avantages et aux privilèges que leur offre cette loi est un puissant stimulant du terrorisme.*

*Qui est fautif ? Les administrations nord-américaines sont les premières coupables, encore plus que les terroristes eux-mêmes, parce qu'elles maintiennent une loi qui ne s'applique qu'aux citoyens de notre pays ?*

*Des gens sont venus d'Inde et de Pakistan à Cuba, parce qu'ils avaient entendu parler de cette loi et qu'ils croyaient pouvoir en bénéficier : ils ont tabassé presque à mort des travailleurs du tourisme et ils étaient prêts à les tuer rien pour s'emparer de l'embarcation et se rendre aux Etats-Unis. Soit dit en passant, nous ne savons absolument rien des auteurs de ce fait, ce qu'il est advenu d'eux, s'ils ont été jugés, ou emprisonnés. Ces étrangers ont tabassé brutalement des travailleurs, dont certains en sont restés inconscients, et s'ils ne les ont pas toujours jetés par-dessus bord, c'est qu'ils avaient besoin d'au moins une*

*personne pour les conduire à La Floride. Les autorités nord-américaines le savent pertinemment.*

*Les candidats terroristes connaissent aussi les menaces, les tentatives d'intimidation, les théories belliqueuses contre Cuba de l'administration actuelle, et ils croient, comme le croient certains mercenaires, que ça va intimider notre peuple. Ils pensent rendre service à ceux qui mettent au point et appliquent ces théories, comme celles de l'attaque par surprise et préventive. Je ne vais pas aborder ce point, car j'aurais bien des choses à dire et je ne veux pas m'écarter de mon sujet fondamental. En tout cas, qu'il soit clair que notre peuple, rien ni personne ne peut l'effrayer, parce que notre pays, sans renoncer au combat, sait lutter sur tous les terrains et qui lutte en premier lieu avec des idées, avec une morale extrêmement élevée, bien plus haute que le déluge de calomnies sous lequel on a prétendu ensevelir son œuvre révolutionnaire exemplaire, qui sait ce qu'il fait et qui sait que sa conduite est nette - pas seulement nette : irréprochable, exemplaire - et qui est capable de résister et qui a prouvé au monde sa capacité politique, sa conscience, sa culture. Je ne veux pas lancer des mises en garde, mais que personne n' imagine que nous sommes un pays de crétins et d'idiots.*

[...]

*Pour en revenir au DC-3, quels sont donc les coupables ? C'est bien la question qu'il ne faut cesser de se poser. Et pourquoi, diable, ceux d'en face n'ont-ils même pas l'élégance de rendre l'avion ! Dans cette note que j'ai qualifiée de constructive, j'émettais le souhait que l'avion puisse revenir. Eh ! bien non, le pays ne peut pas les empêcher de retenir l'avion alors que des dizaines d'appareils nord-américains ont été détournés sur Cuba et que nous n'en avons jamais retenu un seul. Juste quelques minutes pour refaire le plein et ils repartaient. On traitait les personnes séquestrées avec amabilité, on ne leur envoyait pas de la mauvaise nourriture à une heure du matin, on s'occupait d'eux sur tous les plans, on réglait tous leurs problèmes, sans parler qu'on faisait tout le possible - comme dans le cas de l'avion que j'ai dit - pour éviter un accident. Et pourtant, c'est devenu une habitude : tout avions détourné de Cuba est mise sous séquestre. Un autre stimulant pour les pirates et les fous potentiels !*

*Bien mieux, comment un gouvernement osa-t-il affirmer qu'il ne peut pas renvoyer une partie de l'équipage de l'avion détourné et n'accepte-t-il que la formule, humiliante et injuste, de le retenir de force ? De fait, notre personnel est séquestré, conduit là-bas par des bandits, par des terroristes qui ont mis en péril la vie de femmes, d'enfants et d'adultes ! Eh ! bien, non, il doit rester là-bas parce qu'un juge en a décidé ainsi, un juge de la Floride par-dessus le marché !*

[...]

*Comment les autorités nord-américaines pourraient-elles ignorer la gravité des faits : des terroristes qui détournent un avion en mettant de grands poignards sur le cou des pilotes ?*

*Comment pourraient-elles oublier que c'est justement comme ça qu'ont été détournés les avions de passagers qui se sont écrasés ensuite sur les tours jumelles de New York et sur le Pentagone, et qui ont failli tomber sur la Maison-Blanche ? Est-ce donc une blague ou une chose insignifiante dans le pays qui a vu mourir des milliers de Nord-Américains ? Avec des méthodes tout à fait pareilles : détourner des avions en menaçant d'égorger le pilote et les lancer ensuite contre un objectif.*

*S'il y a un pays au monde où le détournement avec un couteau sur le cou du pilote devrait causer de l'horreur et de l'indignation, c'est bel et bien les Etats-Unis. Et maintenant, quand une action semblable se produit contre Cuba, contre des enfants, des femmes, des personnes âgées, des retraités, des gens honnêtes comme ceux qui ont parlé ici-même, ces Cubains sont maltraités, sont enfermés et reçoivent le traitement dont ils viennent de nous parler.*

*[...]*

*Comment expliquer, alors que, selon ce qu'on dit, elles ont installé à la frontière mexicaine je ne sais pas combien de nouveaux dispositifs, combien d'équipements exceptionnels, les plus sophistiqués du monde, pour empêcher des Mexicains pauvres et désespérés de franchir la frontière pour aller travailler là-bas où ils toucheront dix ou quinze fois que chez eux, si bien plus de cinq cents meurent maintenant tous les ans dans cette tentative – ou c'est encore le cas de ceux qui y sont déjà, mais illégaux, depuis des années et qui doivent aller et venir pour voir de temps à autre leurs familles, et qui meurent par centaines – même avant les événements du 11 septembre, comment expliquer donc que les autorités nord-américaines mettent l'avion sous séquestre et prétextent de ce détournement pour concéder tous ces privilèges à des adultes, au moins sept, qui ont participé comme complices à ce piratage, et ce sans même mener une enquête ?*

*Elles auraient même pu les renvoyer ici et nous leur aurions offert toutes les garanties - nous savons le faire et nous tenons parole – mais au moins les renvoyer pour ne pas créer ce précédent que des complices de piraterie aérienne puissent être reçus sans plus. Sans parler de cette offre aux passagers, sans exception, de rester aux Etats-Unis. Où est la décence là-dedans ? Où est la dignité ? Où est la morale de ceux qui appliquent ce genre de politique ? Tout ça s'appelle encouragement aux détournements d'avion.*

*Nous connaissons trop bien leurs magouilles et leurs trucs. Bien entendu, il fallait s'y attendre, la mafia terroriste de Miami intervient en faveur des pirates.*

**24 mars 2003**

Le Bureau de contrôle des avoirs étrangers, rattaché au département du Trésor nord-américain, émet de nouvelles réglementations qui renforcent le blocus contre Cuba et l'ajustent aux visées subversives de la politique anticubaine menée par l'administration Bush.

Arrestation d'un autre contre-révolutionnaire pour activités mercenaires au service d'une puissance étrangère.

### **25 mars 2003**

Arrestation d'un autre contre-révolutionnaire pour les mêmes motifs.

### **26 mars 2003**

L'Agency for international Development des Etats-Unis (US/AID) annonce qu'elle octroiera des fonds (un million de dollars) au projet de transition à Cuba parrainé par l'université de Miami.

### **31 mars 2003**

Le département d'Etat publie son rapport sur les droits de l'homme dans le monde. La partie consacrée à Cuba donne la priorité aux fausses accusations et traduit un soutien évident à la contre-révolution interne. La diatribe anticubaine du département d'Etat a des caractéristiques similaires à celles des années antérieures.

Les faits prévus dans ma dénonciation du programme télévisé spécial du 22 mars commencent à se produire par suite de la conduite suivie envers les pirates et des privilèges accordés aux complices, qui reçoivent le permis de séjour aux Etats-Unis.

22 h 10. Le président de l'Aéronautique civile informe que le commandant d'un avion AN-24, desservant l'île de la Jeunesse-La Havane, avec quarante-six personnes à bord, a signalé des problèmes à bord. Il a dit ne pas avoir assez de carburant pour poursuivre son vol et l'avion a atterri à l'aéroport José Martí de La Havane. L'avion est garé sur la piste. Le pirate de l'air, une grenade à la main, menace de faire exploser l'appareil si on ne lui fournit pas du carburant pour poursuivre jusqu'aux Etats-Unis.

22 h 45. Je donne des instructions aux chefs du ministère de l'Intérieur et de l'Aéronautique civile :

*Beaucoup de patience. Ne prendre aucune décision sans analyser ou nous consulter directement. C'est une responsabilité que doit assumer le gouvernement. Donc, nous entrerons en contact dès que possible, parce que nous devons engager certaines démarches de nature diplomatique et voir comment le faire, parce qu'il fait nuit.*

*Un individu avec une grenade, c'est un problème auquel il faut penser sérieusement. Il faut lui parler. Ça, ça peut se faire.*

*Tentez de communiquer avec lui, tentez de lui parler pour avoir plus de données, s'il est seul, s'ils sont plusieurs. Ce sont des données indispensables, combien il y a de gens en gros, parce qu'on nous a informés qu'il y avait six enfants dans l'avion.*

*Nous pensons à des formules sans recours à la force pour régler le problème.*

Je leur ai parlé longuement et en détail de ce qu'il fallait faire.

23 h 14. Sur instructions de ma part, Carlos Valenciaga téléphone au chef de la Section des intérêts de Cuba à Washington et lui fait part de ce qui suit :

*Dagoberto, il faut tenter d'appeler immédiatement le chef du Bureau Cuba, Whitaker, et l'informer de ce qui suit : un avion AN-24, avec 46 passagers à bord, dont six enfants, qui se rendait de l'île de la Jeunesse à l'aéroport de Rancho Boyeros, a été détourné par un individu qui porte, selon l'information du pilote, une grenade et qui exige qu'on le conduise aux Etats-Unis.*

*Que le pilote, faute de carburant suffisant, n'a pas eu d'autre solution qu'atterrir sur la piste de Rancho Boyeros où le pirate de l'air exige du carburant pour poursuivre le voyage.*

*Qu'au moment actuel, le pirate se trouve au fond de l'avion avec, semble-t-il, deux grenades.*

*[...]*

*Que ceci est sans aucun doute une conséquence de la conduite suivie par les autorités nord-américaines lors de l'avion détourné le 19, et même de l'information largement diffusée par la presse de là-bas que les pirates allaient être libérés sous caution.*

*Les instructions données aux autorités cubaines sur l'aéroport sont, d'abord, de n'entreprendre aucune action de force, de converser avec lui, et de tenter de le dissuader. On utilisera l'argument que la nouvelle diffusée selon laquelle les pirates antérieurs seront relaxés sous caution est fausse, qu'ils sont incarcérés et accusés de piraterie, ce qui est un crime grave.*

*Nous tenons à te communiquer les faits et t'informer de ce qui va se faire. Nous suggérons que les autorités nord-américaines pensent à une manière de faire parvenir au pirate la position des USA contre ce genre de crime et les peines prévues. Bref, une espèce de collaboration de leur part pour régler ce problème, pas seulement à cause du danger que représente un vol dans ces conditions avec deux grenades, dont on ne sait même pas si la goupille est mise ou non.*

*Secundo, parce que nous croyons qu'il serait nuisible pour le gouvernement des Etats-Unis qu'un second avion atterrisse là-bas douze jours après le première détournement.*

*Tertio, que ces antécédents pourraient sans doute déclencher une vague de faits similaires, qu'il convient aux USA et à Cuba qu'ils ne se produisent pas parce qu'ils mettent en danger la sécurité du transport de passagers. Des personnes irresponsables ou déséquilibrées tendent à imiter ce genre d'actions. Nous les prions d'analyser même la possibilité qu'un fonctionnaire de la Section des intérêts des Etats-Unis à La Havane entre directement en contact avec le pirate de l'air. Ce serait vraiment quelque chose de constructif et d'utile.*

23 h 57. Dagoberto parle à Whitaker et lui transmet toutes les informations reçues. Whitaker lui pose des questions en vue de préciser les choses. Il dit qu'il passera des coups de fil et le rappellera dans quelques minutes.

1<sup>er</sup> avril 2003

00 h 55. [23 h 55, à Washington]. Whitaker, chef du Bureau Cuba au département d'Etat, téléphone à Dagoberto, chef de notre Section des intérêts à Washington, pour lui dire qu'il a parlé à son chef et à Cason à La Havane, qu'ils désirent coopérer et faire passer un message à travers les voies appropriées, pour dire que c'est un crime très grave et que s'ils arrivent aux Etats-Unis, ils seront arrêtés et feront l'objet d'un procès très sévère.

Le cas a été pris en charge d'un commun accord et en concertant les efforts entre les deux parties.

Cason se rend à l'aéroport. Pour la première fois, Dausá, directeur du département Amérique du Nord au ministère des Relations extérieures, et lui sont des alliés pendant deux heures pour tenter vainement de dissuader le pirate de l'air.

À partir de quatre heures du matin, tout repasse aux mains des autorités cubaines qui informent constamment la Section des intérêts nord-américains du cours des événements. On parvient à faire libérer vingt-deux otages afin de pouvoir faire assez de plein pour que l'appareil dispose d'une autonomie de vol suffisantes pour atterrir en Alabama, et non dans le fief extrémiste de la Floride.

Ça semblait impossible d'abord compte tenu de la quantité de carburant que pouvait emporter l'appareil rempli de personnes, mais ça devenait possible à partir du moment où vingt-deux otages ont pu descendre. On en informe la Section des intérêts. Fournir l'AN-24 en carburant n'était pas un problème si les autorités nord-américaines faisaient preuve de sérieux et renvoyaient à Cuba l'appareil, l'équipage et les passagers encore à bord.

La question s'est discutée, semble-t-il, à des instances élevées.

Lundi matin, on attend pendant cinq heures la réponse de Cason qui attendait à son tour une réponse de l'administration. L'engagement pris envers le pirate de l'air armé d'une grenade, une fois descendus vingt-deux passagers, était de faire le plein et de faire décoller l'avion à onze heures. Le chef de la SINA réclame quarante minutes de plus. Nous attendons la réponse, évidemment on savait que l'avion avait suffisamment de carburant pour atterrir à autre Etat. On parvient à retarder le décollage pendant cinquante-cinq minutes, jusqu'à midi ou presque. Toujours pas de réponse. Quand celle-ci arrive, l'avion est en vol. Les autorités nord-américaines prennent la décision absurde, stupide, de faire atterrir l'AN-24 à Key West. Et le même scénario se répète : traitement brutal et vexations des passagers, privilèges aux complices, gant de velours envers le pirate, avion mis sous séquestre, équipage placé en garde à vue. Écoeurant !

Otto Reich et la mafia floridienne avaient imposé leurs vues. Je n'en accuse pas Whitaker ni le subalterne d'Otto Reich : Cason a été raisonnable et sensé pendant au moins vingt-quatre heures.

La nouvelle que l'appareil détourné avait été ravitaillé pour poursuivre sa route a eu l'effet néfaste qu'il s'agissait d'éviter : une vague quasiment sûre de détournements violents d'avions et de bateaux de passagers.

2 avril 2003

Vingt-quatre heures à peine après tous les événements ci-dessus mentionnés et à 1 h 40 du matin, le ministère de l'Intérieur informe que son centre de direction vient d'apprendre que la vedette *Baraguá* est en train de sortir en mer par la baie de La Havane, qu'il y a des passagers à bord sans qu'on en sache la quantité et que tout semble indiquer qu'il s'agit d'un détournement.

Le ministère de l'Intérieur ordonne que le patrouiller 040 des troupes garde-frontière suive le bateau et qu'une vedette rapide le fasse aussi.

Le bateau détourné navigue direction nord à six nœuds à l'heure.

À trois heures du matin, les pirates informent par radio qu'il y a une cinquantaine de personnes à bord, dont de six à huit enfants, et de cinq à six étrangers, et exigent qu'on leur fournisse un bateau pour poursuivre leur voyage jusqu'aux Etats-Unis. Sinon, ils commenceront à jeter des otages par-dessus bord.

C'est la première fois qu'on fait une exigence de ce genre. Il ne manquait plus que le détournement d'un *camello* (espèce de bus), que on tienne certaines personnes poignards à la gorge et que l'on exige d'aller vers l'aéroport de Boyeros à la recherche d'un avion vers les Etats-Unis, C'est évident, c'est absolument inconcevable.

À 11 h 45, la vedette *Baraguá*, conçue pour faire la navette entre les deux rives de la baie de La Havane, tombe en panne d'essence et est à la panne à trente milles des côtes cubaines, sur une mer houleuse du fait d'un vent de force 4, courant le risque de chavirer et de provoquer la

mort des quarante – chiffre exact – personnes à bord, dont vingt-neuf otages, y compris des femmes et des enfants.

A 14 h 32, les gardes-frontière parviennent à amarrer le bateau par la proue, la sauvant d'un naufrage éventuel et la conduisant vers le port de Mariel. Les pirates, qui ont accepté l'opération de sauvetage, restent extrêmement agressifs, menaçant d'assassiner les otages si on ne les ravitaille pas d'essence à l'arrivée au port. Chaque fois qu'ils demandent quelque chose, ils mettent leurs couteaux sous la gorge de plusieurs femmes. Ce n'est que quarante heures après le début du détournement que l'on parvient, avec la coopération des otages eux-mêmes qui se jettent à l'eau, à maîtriser les pirates de la mer sans que les otages souffrent des dommages et sans avoir eu à employer la force, qui n'était prévue que comme ultime recours.

Quelques jours après, le 10 avril, le Centre de direction du ministère de l'Intérieur de l'île de la Jeunesse informe qu'entre 17 h 30 et 18 h, cinq individus ont agressé par surprise et violemment un soldat faisant son service militaire et montant la garde devant un dépôt des Forces armées révolutionnaire, lui arrachant son fusil AK-M et prenant la fuite en voiture.

Huit individus étaient complices du plan suivant : se concentrer dans la salle d'attente de l'aéroport juste avant l'atterrissage d'un avion, attendre la descente de six à dix personnes, - bien sûr, car ils étaient huit, ils devaient attendre la descente d'un petit nombre, autrement il n'y avait pas de la place à bord ; briser alors avec des haltères la baie vitrée donnant sur la piste, aborder l'avion de force et prendre en otage le reste des passagers, environ une trentaine.

Ce même jour, l'agence Notimex informe qu'un juge fédéral des Etats-Unis a ratifié la décision d'un magistrat de la Floride de libérer sous caution les six Cubains accusés d'avoir détourné, en mars, un avion DC-3 cubain avec trente et une personnes à bord.

En à peine deux semaines, donc, nous avons eu droit au détournement de deux avions remplis de passagers, d'une vedette pouvant emporter cent passagers et heureusement n'avait que quarante et ils ont communiqué cinquante ; à l'agression commise contre un soldat par des individus qui lui arrachent son fusil automatique pour pouvoir monter de force, munis de cette arme et de trois armes blanches, à bord d'un avion de passagers à l'atterrissage et le détourner .

Les nouvelles de la presse informant qu'un juge de la Floride a concédé la liberté sous caution aux six pirates du DC-3 ont aussitôt entraîné un accroissement des activités parmi les migrants potentiels qui, compte tenu de leur casier judiciaire chargé de délits de droit commun et de leurs caractéristiques antisociales, sont enclins à recourir à des départs illégaux basés sur ces méthodes.

Ainsi, à compter du 19 mars, date du premier détournement, celui du DC-3, on a recensé vingt-neuf projets et idées de détournement d'avions et de bateaux avec recours à la force, ce qui ne se produisait pas depuis bien longtemps.

Quarante-huit heures après le second détournement d'avion, celui de l'AN-24 qui a été ravitaillé pour poursuivre sa route, on a enquêté ce même jour sur deux nouveaux projets ; le 3 avril, sur

deux ; le 5 avril, sur quatre ; le 7 avril, sur trois ; le 9 avril, sur trois autres ; le 10 avril, sur deux . Il fallait en finir avec cette vague de détournements ; car les faits depuis le DC-3 et celui du 19 mars, ainsi que les nouvelles concernant les événements des premiers jours d'avril, prouvent que c'était un processus en plein développement. Il fallait stopper net cette vague de détournements d'avions et de bateaux cubains remplis d'otages.

La mesure ne serait pas complète si je n'avertissais pas ici même qu'on ne ravitaillera jamais plus aucun avion ou bateau cubain détourné, même si les pirates l'exigent pour poursuivre leur route jusqu'aux Etats-Unis ou n'importe quel autre pays, et les pirates doivent savoir qu'ils seront soumis à des procédures sommaires devant les tribunaux correspondants, et qu'ils n'attendent pas un acte de clémence du Conseil d'Etat. Voilà il sont au courant de tout. C'est là aussi une mesure dure mais indispensable, parce qu'il faut extirper ce mal à la racine.

L'expérience prouve que quand les pirates savent qu'ils n'ont pas le choix, ils s'abstiennent de commettre ce genre de crimes. Cela a été démontré d'une manière irrécusable quand, en septembre 1980, deux individus - qui étaient malheureusement d'origine cubaine - ont détourné un avion de passagers nord-américain vers Cuba, malgré les avertissements réitérés que nous avions lancés. On les a réexpédiés sur-le-champ aux USA. Depuis, jamais plus aucun avion nord-américain n'a été détourné vers Cuba, parce que même les fous, les déséquilibrés savent qu'ils sont rapatriés . Vingt-deux ans ! Voilà ce que le gouvernement de ce pays-là devrait faire au lieu de continuer d'accorder l'abri et l'impunité aux auteurs de ces méfaits entraînant tant de risques et s'expliquant par la loi criminelle d'Ajustement cubain qui a coûté tant de vies à notre peuple.

On sait que ceux qui tentent de se rendre illégalement aux Etats-Unis ne sont pas ceux qui demandent et reçoivent un visa dans les quantités prévues aux termes des accords migratoires, qui sont généralement des gens tranquilles, au casier judiciaire vierge, ayant une scolarité d'au moins le premier cycle du secondaire, beaucoup ayant le brevet technique, sans parler des enseignants, professeurs, médecins et spécialistes de toute sorte que la SINA veut recruter sans la fameuse loterie ou avec elle. Ceux qui se rendent illégalement aux Etats-Unis sont des gens qui ne bénéficieront jamais d'un visa faute du niveau scolaire ou technique requis et à cause de leur casier judiciaire et leur comportement social. Ils examinent bien toutes les demandes de visa, à partir d'une longue liste qu'ils ont fait une fois - et qu'ils voulaient refaire tous les ans et que nous n'avions pas accepté - car ils voulaient compter avec une bonne pépinière pour recruter, d'où voler les cerveaux dont le pays a besoin, le priver de techniciens nécessaires pour l'économie. Donc ceux qui partent illégalement sont ceux qui ne reçoivent pas de visa : ce sont les plus violents et les plus dangereux. Ils sont suffisamment nombreux pour déclencher une vague d'attaque à main armée, qu'il s'agisse d'armes à feu ou d'armes blanches, s'emparer d'otages et menacer la tranquillité et la sécurité de notre peuple.

Le plus grave de cette conspiration anticubaine du groupe mafieux de Miami et des personnages situés par lui dans les milieux proches de Bush, ennemi juré des accords migratoires et de la maigre ouverture qui a permis la vente d'aliments à notre pays après quarante ans d'un blocus cruel, c'est la volonté d'abroger ces accords et de déclencher une émigration massive dont l'instrument principal est la loi d'Ajustement cubain, insensée et criminelle, et dont les candidats potentiels sont d'anciens prisonniers de droits commun et les

pires éléments antisociaux existant encore dans notre société et appelés à disparaître au fur et à mesure des programmes éducationnels et sociaux en cours dans notre pays et sans précédent dans l'histoire du monde.

L'idée sinistre est de provoquer un conflit armé entre Cuba et les Etats-Unis. Voilà où cette mafia place son espoir de liquider la Révolution. Mais elle oublie l'avertissement d'Antonio Maceo, toujours plus actuel que jamais : « Quiconque tente de s'emparer de Cuba ne recueillera que la poussière de son sol baignée de sang, s'il ne périt dans la lutte. »

Plus de quarante ans d'échecs réitérés devraient persuader n'importe quelle administration nord-américaine que les armes les plus perfectionnées ne pourront pas venir à bout de la résistance de notre peuple qui sait d'avance quelle tactique il doit utiliser et quelle formes de lutte employer pour annuler et réduire à zéro la supériorité technologique de l'attaquant.

On ne conquiert pas un pays à coups de divisions blindées, de milliers de chars, d'hélicoptères, d'avions de bombardement et de chasse, de dizaines de porte-avions et de croisières, et de dizaines de milliers de missiles. Une fois occupés les villes et tout le territoire, -- et il faut en tenir compte comme un principe fondamental -- il faut encore gouverner des millions de personnes dans les villes et les campagnes. S'ils croient que les groupes mercenaires de Miami leur serviront à quelque chose ici, qu'ils sachent qu'ils ne feront pas long feu. Une fois morts les principaux dirigeants, donc aucun ne brandira jamais le drapeau blanc, des dizaines de milliers de combattants occuperont leur place, et le peuple cubain luttera génération après génération contre les troupes occupantes. En deux mots : une fois notre pays occupé, la guerre n'est pas terminée au contraire elle ne fait que commencer.

Jamais, à aucune époque, aucune armée d'aucune partie du monde n'a lutté contre des hommes et des femmes d'un peuple qui compte des centaines de milliers de professionnels révolutionnaires et des millions de personnes au niveau élevé et solide de connaissances, de culture et de conscience, qui savent que leur œuvre de justice et d'humanité, créée au cours de décennies de blocus, d'hostilité et d'agressions de la part de la puissance la plus colossale qui soit, n'a pas de parallèle dans l'Histoire !

L'administration nord-américaine, par exemple, s'est lancée au Moyen-Orient dans l'aventure de conquérir un pays de vingt-quatre millions d'habitants, limitrophe de territoires où vivent des centaines de millions de personnes possédant la même nationalité, la même foi religieuse et la même culture, laquelle se caractérise par l'indifférence à la mort, ce qui en fait une communauté redoutable dont le potentiel de résistance et de lutte devrait ôter le sommeil aux stratèges politiques de la superpuissance à deux doigts de ce qui risque d'être une tragédie pire que celle du Viet Nam.

Les chiïtes irakiens réclament déjà le départ des envahisseurs, la restitution du pétrole et la constitution d'un Etat islamique.

N'oublions pas qu'un mouvement formé de masses désarmées de musulmans chiïtes est parvenu, en Iran, se lançant, vague après vague, sans faire cas des vies perdues, à renverser le shah, le gendarme le plus puissant et le mieux armé des Etats-Unis dans cette région du

monde. Les musulmans sunnites ne resteront pas à la traîne. Ils n'ont jamais eu autant de motifs de s'unir.

Pour continuer avec le rapport sur les événements survenus chez nous, je dois dire que le groupe qui a détourné la vedette *Baraguá* était constitué de onze personnes, qui ont pris en otages vingt-neuf passagers, dont quatre jeunes femmes touristes, deux Françaises et deux Scandinaves, que ces individus ont été les premières à menacer de mort, conscients du tort qu'ils porteraient à l'économie du pays. Bref, ils n'avaient pas un objectif politique mais ils savaient où ils pouvaient faire plus de mal pour atteindre leurs buts ; ils menaçaient de mort, tout d'abord les touristes. L'une d'elle avec le revolver au poing sans le crans de sûreté.

Selon la propagande infâme de l'impérialisme et de ses alliés, les condamnés à la peine capitale étaient des soi-disant « dissidents », les assimilant à ceux qui ont été arrêtés, jugés et punis pour des crimes de haute trahison puisqu'ils agissaient en mercenaires au service d'une puissance étrangère qui nous impose un blocus depuis plus de quarante ans et qui cherche à détruire la Révolution en faisant à Cuba ce qu'il vient de faire en Irak. Aucun d'eux n'a été condamné à la détention à perpétuité, à la différence des peines infligées par un tribunal de Miami aux cinq héros cubains prisonniers de l'empire pour avoir tenté de désamorcer les actes terroristes que le gouvernement nord-américain ne cesse de promouvoir contre notre pays.

Quasiment tous les participants aux trois détournements et à la tentative de détourner un troisième avion de passagers avaient déjà été condamnés pour crimes de droit commun.

Des trois individus sanctionnés à la peine capitale pour détournement d'une vedette de passagers – et je ne tiens pas à citer leurs noms pour ne pas offenser la famille –, le chef avait été impliqué dans quinze instructions pour crimes de droit commun, emprisonné plusieurs fois, averti vingt-huit fois pour harcèlement de touristes et conduit au commissariat de police à cent dix-neuf reprises pour différentes causes.

Le second avait été instruit à cinq reprises pour crimes de droit commun et puni quatre fois.

Le troisième a été jugé pénalement à sept reprises, dont un procès pour agression à l'arme blanche ayant causé la mort d'un travailleur du bâtiment, il était le responsable de la brigada.

Des cinq autres condamnés à de lourdes peines, un seul avait un casier judiciaire vierge.

Des porte-parole de l'administration nord-américaine se disent inquiets devant un exode massif d'émigrés illégaux. Cette préoccupation ne saurait être plus hypocrite, quand on sait que la mafia terroriste de Miami et ses alliés les plus importants dans des milieux de pouvoir élevés, comme Otto Reich et Roger Noriega, stimulent, froidement et délibérément, à des fins sinistres, le détournement d'avions et de bateaux cubains de la part d'anciens prisonniers de droit commun et repris de justice, assorti de prise d'otage innocents, afin de pouvoir arriver aux Etats-Unis, le but étant de déclencher inévitablement – comme cela s'était passé à partir des faits du 5 août 1994 - un exode massif qui servirait de prétexte à une agression militaire contre Cuba.

La direction révolutionnaire de Cuba était parfaitement consciente du coût politique des mesures qu'elle a été contrainte d'adopter. Ne pensez pas que tout ceci n'a pas été bien étudié de tout point de vue. Nous regrettons de devoir heurter beaucoup de nos amis et un grand nombre de personnes dans le monde dont nous connaissons à quel point elles sont sensibles à la question de la peine de mort, pour des motifs religieux, humanistes ou philosophiques que nous partageons nous-mêmes sous bien des aspects.

Voilà à peine quelques semaines, un écrivain célèbre m'a interviewé, abordant parmi bien d'autres questions, celle de la peine de mort. Je prends la liberté d'en utiliser certains passages sans nommer le journaliste:

***Ecrivain.** Comandante, de nombreux pays du monde ont supprimé la peine de mort. Tous ceux de l'Union européenne l'ont fait. Beaucoup de gens se demandent pourquoi, avec tous ses progrès sociaux, Cuba ne l'a pas supprimée.*

***Fidel Castro.** C'est une question intéressante. Est-ce que je remettais en question la peine de mort quand je suis devenu révolutionnaire, quand je luttais ou encore au triomphe de la Révolution ? Est-ce que je l'ai remise en question durant toutes ces années d'invasions, de sale guerre, d'attentats et tout le reste ? Absolument pas. Je réfléchissais plutôt aux formes, aux procédures et aux aspects légaux de cette question. Que s'est-il passé ?*

*Les mouvements politiques ont dû se défendre. Les révolutions, tout comme les contre-révolutionnaires ont dû se défendre par des mesures de ce genre. Pour nous, l'essentiel, c'est qu'il fallait se défendre par l'intermédiaire de normes, de procédures légales, éviter les injustices, et surtout éviter tout ce qui serait illégal et extrajudiciaire. Nous l'avons évité à tout prix.*

*N'allez pas croire que nous nous réjouissons d'appliquer la peine capitale. Je l'envisageais comme une question de vie ou de mort. En général, ceux qui participent à ces luttes-là partent du principe réel qu'il s'agit d'une bataille de vie ou de mort. Si les révolutionnaires ne se défendent pas, alors la cause est perdue et ils doivent le payer de leur vie. (Dans ce cas-ci nous pourrions dire qu'il s'agissait de la vie de millions de personnes, soit en luttant ou assassinées après.) Pour moi, c'était absolument clair. Et nous avons appris en cours de route. Beaucoup de ceux qui menaient des activités terroristes ne pensaient renverser par là la Révolution. Ils étaient tous convaincus que ce seraient les Etats-Unis, avec leur force militaire, qui le feraient. Les contre-révolutionnaires étaient convaincus que leur cause triompherait pour une raison ou une autre, et dans le cas spécial de Cuba, parce que la lutte se menait contre les Etats-Unis. Pour eux, il s'agissait de gagner des mérites. Passer quelque temps en prison ne les décourageaient pas ni ne les inquiétaient : ils attendaient l'intervention des Nord-Américains qui allaient renverser la Révolution. Comment pouvions-nous les freiner ? Il y a une bonne dose de mercenariat chez les contre-révolutionnaires, qui défendent des intérêts, pas des idées. Par bonheur, nous n'avons pas à lutter contre des fanatiques d'une idée ou d'une cause, nous le faisons contre des gens*

*poussés principalement par des ambitions de type matériel, économique ou social. ( Par exemple, prenez ce monsieur-là qui après le coup a prêté serment au Venezuela le 11 avril et qui faillit tomber dans les mains des escortes de Chavez, parce qu'il a gardé la même garnison ; il croyait qu'ils étaient de petits soldats en plomb et non pas des êtres humains). Les fanatiques, nous n'aurions pas pu nous en débarrasser. D'ailleurs, je ne serais sûrement pas sorti vivant des centaines de plans qu'ils ont ourdis contre moi ! Une fois, ils ont été devant moi avec une caméra comme celle-ci ( plus proche) qui camouflait une mitrailleuse, lors de ma visite au Chili en 1971 au cours d'une conférence de presse. Bien entendu, il y avait de fortes chances qu'ils meurent s'ils avaient tiré. Mais quand leur vie est en danger, ces gens-là ne tirent pas.*

*Ceux qui ont commis des actes de terrorisme, qui ont tué des gens, assassiné des enseignants, tué des paysans et des soldats, qui constituent notre force, dans l'espoir de recevoir ensuite une récompense, avaient peur de la mort. En tout cas, les crimes les plus graves étaient passibles de la peine capitale. Telles étaient les idées en cours. Mais nous avons remporté la bataille peu à peu, et cela fait des années qu'elle ne s'applique plus à des crimes contre-révolutionnaires. Le dernier plan d'attentat contre moi a été celui du Panama, organisé et dirigé par Posada Carriles, l'auteur du sabotage de l'avion de la Barbade.*

**Écrivain.** *Au Sommet ibéro-américain ?*

**Fidel Castro.** *Oui, et on l'a arrêté. Nous l'avons découvert par des méthodes d'infiltration, de recherche d'informations, et même par des méthodes techniques. Nous aussi, nous pouvons savoir d'où quelqu'un parle avec un portable. N'importe qui avec un peu de technique le peut. Mais comme on veut le libérer, nous devons nous battre contre. Tout ceci a été financé depuis les Etats-Unis.*

*Mais on a vu apparaître d'autres genres de crime. Les terroristes ont commencé à envoyer des jeunes Centraméricains, des Guatémaltèques, des Salvadoriens et d'autres, poser des bombes. Pour cinq mille dollars. Les terroristes ne venaient pas eux-mêmes (c'est à dire, les grands chefs et les meneurs), ils recouraient à des mercenaires. Aucun de ceux qui ont été condamnés à la peine capitale n'a été exécuté.*

**Écrivain.** *Ils ont été condamnés à la peine de mort ?*

**Fidel Castro.** *Oui, mais elle n'a pas été appliquée.*

*Ça ne veut pas dire que nous avons renoncé à la peine de mort comme loi. La loi existe toujours, parce que nous ne savons les sauvageries qu'on peut inventer contre Cuba. Si les terroristes font exploser un avion en plein vol, notre peuple n'accepterait jamais qu'ils soient pardonnés ou graciés. En général, ici, les gens ont des points de vue durs sur cette question, ce qui ne veut pas dire qu'un gouvernement doit faire ce que les gens demandent. De fait, la peine capitale*

*n'est plus appliquée ces dernières années, mais nous n'y avons pas renoncé ( la peine capital pour n'importe quel type de délit). Je ne crois pas que nous vivions dans un monde où nous puissions le faire...*

*Si on recourt au terrorisme contre notre pays, si on commet des crimes, si on tue des enfants dans une école, je vous assure qu'il serait très difficile dans ces conditions qu'on n'applique pas les lois les plus dures, parce que je ne vois comment on pourrait appeler à poser des bombes dans une école dans l'intérêt d'une puissance ou d'un gouvernement étranger !*

*Les Européens ne sont pas en butte à un blocus, on ne pose pas des bombes chez eux tous les jours. Et pourtant, rappelez-vous ce qu'ils ont fait quand il existait des groupes comme les Brigades rouges. J'ai entendu parler de certaines histoires sur le sort réservé à des membres des Brigades rouges. Et aussi de certaines personnes tués à l'étranger, des Basques, par exemple.*

**Ecrivain.** *Vous voulez parler des GAL, par exemple. Mais la peine de mort n'existe pas en Espagne.*

**Fidel Castro.** *Non, c'est vrai, mais il y est arrivé ce qui n'est jamais arrivé dans le nôtre, des exécutions. Et des dizaines de gens ont été exécutés en Europe.*

**Ecrivain.** *Des exécutions extrajudiciaires.*

**Fidel Castro.** *Qu'on écrive un peu l'histoire des membres des Brigades rouges exécutés extrajudiciairement, qu'on écrive l'histoire réelle des etarras exécutés extrajudiciairement, lorsque la peine de mort n'existe pas ! Elle existe ici, c'est un fait, mais il n'y a pas un seul cas d'exécution extrajudiciaire.*

*Pour que vous voyiez un peu les apparences et les différences... Où la vérité peut se cacher et où peuvent se montrer des théories démagogiques et hypocrites. Il y a de tout.*

*Je peux garantir qu'il n'y aura jamais ici d'exécutions extrajudiciaires, qu'il n'y aura jamais de torture. Vous pouvez demander aux poseurs de bombes s'ils ont avoué un seul mot sous l'effet de la torture ou des coups. Bien entendu, ce ne sont pas des fanatiques, ce sont des mercenaires qui vous racontent tout, il suffit de leur prouver les faits sans le moindre doute. Ils vous expliquent alors comment ils ont fait entrer des explosifs dans un petit téléviseur, avec le plastic de telle et telle couleur fabriqué pour échapper au flair des chiens, un explosif spécial, où se trouvaient les mèches dans de petits câbles, et la montre numérique qu'il fallait ajouter à l'engin pour le faire exploser au moment voulu, ou cinq minutes ou quatre-vingt-dix-neuf minutes plus tard. Très perfectionné.*

*Celui dont je vous parle, il a fait exploser cinq bombes presque simultanément. Pendant ce temps, la Fondation nationale cubano-américaine de Miami déclarait*

que c'était des gens mécontents des renseignements militaires et de la sécurité de l'Etat qui avaient fait ça, ce qui lui semblait évidemment correct et légitime. Il y a des tas de choses publiés là-dessus.

Le Salvadorien en question a coopéré, sereinement, au découverte des méthodes et aux techniques de Posada Carriles pour mener des actions terroristes contre des hôtels (ce qui a, hélas, coûté la vie à un jeune homme), et a contribué à démasquer les vrais auteurs et à mettre fin à cette vague d'attentats. ( En effet, il faut le dire, il a collaboré extraordinairement. Ici il y a des camarades qui peuvent l'expliquer. Il a reçu des appels, il les a répondu et a fait tout ce qu'on lui demandait, avec du calme. Sa famille est venue et l'a visité. Etant donné les circonstances, pour ceux qui ont travaillé avec lui pendant beaucoup de mois il a été difficile d'accepter l'idée de lui appliquer la peine capital pour le délit commis. C'est vrai et ils n'ont pas tort. Certains encore se demandent : « Mais, comment ?... » Il a prêté un important service et a aidé à attraper d'autres, parce qu'il nous a passé toute l'information qu'il avait -- et il en avait pas mal. Mais il faut le dire en toute franchise, presque tout le monde, qui savait comment il avait collaboré, réagissait de la même façon). Des jeunes comme ce Salvadorien, il y a des milliers en puissance en Amérique centrale qui peuvent être utilisés de la même manière. La mafia terroriste de Miami a offert à certains jusqu'à deux mille dollars par bombe, plus le billet d'avion et les frais d'hôtel, profitant des facilités du tourisme.

En ce qui concerne les crimes de droit commun, la peine de mort a été appliquée jusqu'en mai 2000.

**Ecrivain.** Et depuis ?

**Fidel Castro.** Elle n'a plus été appliquée. ( Ce entretien a lieu quelques semaines avant ces événements).

**Ecrivain.** Depuis trois ans ?

**Fidel Castro.** C'est en quelque sorte un moratoire. Mais je tiens à bien le préciser : elle n'est pas abolie. Il y a deux cas d'assassinat très graves en instance de procès, dont l'un concerne quatre membres d'une famille (deux grands-parents vivant à Miami, leur fille, un petit-fils, et le chauffeur de la voiture, de Villa Clara, qui sont allés les accueillir à l'aéroport et qui ont été assassinés sur la route alors qu'ils revenaient). Deux cas très graves, qui provoquent un problème d'opinion très sérieux, encore en instance. Il n'y aucun engagement d'un moratoire définitif. (On ne peut être plus clair).

De fait, la peine capitale ne s'applique pas, mais nous n'y avons pas renoncé. Je ne veux tromper personne là-dessus.

*Nous sommes en train d'étudier les crimes et leurs causes. Une étude approfondie. Il y a des crimes si horribles qu'ils semblent le fait d'aliénés. Quiconque a étudié le droit pénal sait qu'il existe un principe de jurisprudence en vertu duquel un aliéné est irresponsable.*

*Que d'études n'a-t-on pas faites dans le monde sur les causes mentales, soit d'origine génétique soit d'origine accidentelle, qui provoquent des problèmes chez les gens et les rendent violents ? Quels sont les agents génétiques ou les accidents qui troublent le fonctionnement du cerveau humain et qui convertissent pratiquement les gens en des monstres ? Nous sommes en train d'étudier tous ces facteurs.*

*Je pense que notre pays marche sur une voie qui nous permettra d'abolir la peine de mort, non seulement à partir de positions simplement philosophiques, mais d'un sens profond de justice et d'humanisme.*

Nulle part on n'a encore fait des vraies études et en profondeur de la pensée humaine et des facteurs qui conduisent au délit. Je crois que Cuba est le premier pays qui est en train de faire cette étude discrètement. Pour le 30 avril, toutes les personnes handicapées, et notamment celles avec retard mentale, auront été visitées par des professionnels spécialisés en génétique. Nous sommes en train d'acquérir beaucoup d'information, jusqu'à présent personne a fait ce genre d'étude et on n'y s'intéresse pas non plus. Et nous qui violons les droits de l'homme, nous le faisons, parce que nous avons un peuple, un capital humain, le nombre de médecins dont nous avons besoin et la volonté ferme de lutter, depuis le premier jour, en faveur de la santé des personnes et de l'être humain.

Nous avons réduit la mortalité infantile chez nous aux niveaux les plus bas du continent et elle est une des plus basses du monde, plus basse que celle des Etats-Unis avec leurs énormes ressources. Tous les jours nous sauvons des vies humaines. Les trois mille médecins qui prêtent services dans le cadre du programme intégral de santé, dans les pays où nous collaborons, sans toucher un sous sauvent aussi des vies.

Par ailleurs, il n'est plus possible de concevoir un programme sérieux et efficace contre le SIDA en Afrique, si l'on ne compte pas avec ces pays « qui violent les droits de l'homme ».

Combien d'hypocrisie dans tout cela ! Il est temps d'en parler et en discuter pour mettre un terme aux contes à dormir debout associés à tout cela.

Je pense que quand on analyse plus à fond tout ce que je viens de dire, on arrivera à la conclusion qu'il y aura toujours des gens qu'il faudra isoler pour stricte nécessité, et non comme punition.

Felipe González, qui nous a tant attaqué ces jours-ci, était le chef du gouvernement espagnol quand des dizaines d'etarras ont été exécutés extrajudiciairement. Dire qu'il ne savait rien est un aveu de sot ou une déclaration cynique.

Quant à Aznar, le chef du gouvernement actuel et l'allié de la superpuissance dans le massacre du peuple irakien, il a conseillé textuellement au président des Etats-Unis, le 13 avril 1999, alors que l'issue de la guerre contre la Yougoslavie était incertaine : « Puisque nous sommes en guerre, allons-y à fond pour la gagner, et pas seulement à moitié. S'il faut persister pendant un mois, ou trois mois, faisons-le. Je ne comprends pas pourquoi nous n'avons pas encore bombardé la radio et la télévision serbes. » Quelques heures plus tard, l'OTAN ordonne le début de la deuxième phase, intensifie les bombardements, et accroît la quantité et la diversité des cibles à détruire.

Le 14 avril, un convoi de réfugiés albanais au Kosovo est la cible d'une attaque aérienne : quatre-vingt-cinq personnes périssent, sans parler des blessés. Deux raffineries et un quartier résidentiel de Belgrade sont détruits en Serbie ; trois cents avions viennent renforcer les troupes de l'OTAN.

Le 16 avril, les bombardements s'intensifient sur les émetteurs de télévision et les ponts. Ce même jour, a lieu l'attaque généralisée la plus forte en deux semaines.

Du samedi après-midi, 17 avril, au dimanche matin, 18 avril, des avions de l'OTAN réalisent cinq cents attaques, bombardant des raffineries, des usines et des dizaines d'autres objectifs civils, ce que l'OTAN elle-même qualifie des vingt-quatre heures les plus actives de la guerre.

Le 18 avril, des raffineries de pétrole et des usines chimiques sont attaquées et détruites à Belgrade et à Novi Sad, tandis que la route unissant Belgrade à Podgorica, la capitale du Monténégro, est rendue inutile.

On sait que, deux jours avant, les agresseurs ont commencé à larguer des bombes GBU-27, plus connues comme « sismiques », qui pénètrent le béton armé et produisent un tremblement si fort que l'édifice s'effondre et que beaucoup d'autres alentour en souffrent.

Le 19 avril, des bâtiments civils de Belgrade et de Novi Sad, et les localités de Paracin, Kraljevo et Sremska Mitrovica sont attaqués. L'OTAN admet avoir pu commettre des erreurs.

Le 21 avril, l'OTAN attaque la résidence privée du président yougoslave, le siège du Parti socialiste, trois stations de télévision et vingt entreprises du centre commercial Usche.

Le 22 avril, deux missiles de l'OTAN détruisent le dernier pont sur le Danube à Novi Sad, interrompant le trafic routier et ferroviaire, et huit stations de transmission.

On apprend alors que les hôpitaux ne reçoivent plus que les cas d'urgence et que des dizaines d'enfants et de jeunes de deux à dix-neuf ans à Belgrade sont sur le point de mourir faute de moyens de faire des dialyses.

Le 23 avril, à 2 h 20 du matin, le siège de la télévision serbe, en plein centre de Belgrade, est totalement détruit, seize personnes mourant dans cette attaque, dix-neuf étant blessées, dont de nombreux journalistes, et vingt autres restant attrapées sous les décombres.

L'OTAN annonce qu'elle concentre ses attaques sur les communications, la radio et la télévision.

Amnesty International, que vous connaissez bien, dans un rapport de cinquante-trois pages, considère cette attaque de la radio et de la télévision serbes comme un crime de guerre, en tant que bombardement direct d'un objectif civil.

Dix jours s'étaient à peine écoulés depuis que M. Aznar avait donné ses conseils au président nord-américain, au cours d'une réunion.

Je demande à M. Aznar de me dire si c'est vrai ou non. J'ai ici un document important, il est long, avec plus de quinze pages.

L'application de la peine de mort aux pirates de la mer a causé bien plus d'incompréhension que l'arrestation des mercenaires à la solde du gouvernement nord-américain, pour les raisons évidentes que j'ai expliquées antérieurement, à quoi s'ajoute le déluge de mensonges et d'intoxication déclenché par les médias de l'empire et de ses alliés. Des personnes que notre peuple apprécie se sont mises, hélas, à émettre des opinions et des jugements sans connaître les faits et certaines réalités dignes d'être prises en considération. Nous avons aussi calculé et prévu ces risques, et nous ne prétendons pas qu'elles partagent nos vues.

De nombreux révolutionnaires honnêtes chez nous sont aussi opposés à la peine de mort, tout en comprenant le devoir sacré de lutter pour empêcher que des millions de Cubains ne soient fusillés par ceux qui tentent d'imposer à tous les peuples de la Terre une tyrannie mondiale néo-fasciste. Quand je parle de fascisme, je ne me réfère pas au système politique interne des Etats-Unis. On peut arracher bien des droits au peuple nord-américain, ou lui en restreindre beaucoup, mais personne ne pourrait instaurer un régime fasciste dans ce pays. Je parle d'un ordre mondial fasciste imposé par le gouvernement nord-américain, fondé sur l'immense pouvoir militaire de ce pays. Je n'applique même pas ce qualificatif aux militaires nord-américains, formés traditionnellement à exécuter au pied de la lettre les ordres qu'ils reçoivent, à l'instar des légions romaines de jadis.

Si, voilà à peine soixante ans, le peuple juif a été victime de l'Holocauste, eh bien il s'agit maintenant d'empêcher l'extermination de dizaines de peuples menacés d'attaques, puisque, selon ce qu'on nous annonce, toutes les armes peuvent être employées pour des attaques préventives et des blitzkrieg sur n'importe quel recoin de la planète .

Le monde qu'on appelle occidental et chrétien devrait prendre conscience de cette réalité avant qu'il ne soit trop tard, comme il semble d'ailleurs que cela arrive face au gigantesque Holocauste que représentent la pauvreté, la faim, le sous-développement, le manque d'éducation et de santé, la mondialisation néo-libérale et l'ordre économique et social mondial

imposé à l'humanité, car ils tuent chaque année des dizaines de millions de personnes dans les pays du tiers monde.

La nation cubaine est fière de ses intellectuels, de ses artistes, de ses scientifiques et de tous ses spécialistes universitaires qui, d'une manière pratiquement unanime, ont appuyé la déclaration du Conseil national de l'Union des écrivains et artistes de Cuba convoquant à créer un front mondial antifasciste..

Notre peuple est aussi particulièrement fier d'un groupe brillant d'intellectuels et d'artistes de renom international qui ont lancé le Message de La Havane à des amis qui sont loin.

D'innombrables intellectuels, artistes, scientifiques et spécialistes universitaires de tout le pays ont exprimé leur vif désir de souscrire ce Message d'ores et déjà historique et exemplaire. Ils veulent laisser une trace de leur adhésion aux générations présentes et futures. Des centaines de milliers souscriront à ce texte qui dénonce avec courage le fait que « notre petit pays est aujourd'hui plus menacé que jamais par la superpuissance qui prétend imposer une dictature fasciste à l'échelle de la planète. »

Notre peuple, solidaire et profondément révolutionnaire, se sent tout aussi fier des cinq héros prisonniers de l'empire qui prouvent de quel acier cette nation combative et héroïque est trempée, ce que les maîtres du monde feraient bien de ne pas ignorer, pas plus que Hans Hertell, ambassadeur nord-américain en République dominicaine, ni l'honorable frère de Monsieur le Président des Etats-Unis depuis la Floride, qui nous avertissent que la guerre barbare contre le peuple irakien constitue un message à Cuba. C'est en tout cas un message non seulement pour Cuba, mais c'est aussi un message fasciste au reste du monde !

Et ils ne devraient pas non plus l'ignorer, les soi-disant « dissidents » qui vivent aujourd'hui du métier de coopérer avec les plans du gouvernement de la superpuissance qui veut détruire Cuba, à laquelle on prétend imposer une tyrannie fasciste à l'échelle de la planète, comme le dit le Message à des amis qui sont loin.

Cuba se bat aujourd'hui comme le Géant aux bottes de sept lieues que Martí a été le premier à découvrir et dont les pas s'étendent non seulement sur les terres de Notre Amérique, mais sur celles de toutes les régions de la planète.

Merci à tous les amis courageux de Cuba dans le monde qui ont su la défendre à cet instant glorieux !

Nous resterons intègres et conséquents, comme nous l'avons été de 1959 à nos jours. Ils n'auront jamais à rougir de leur noble soutien !

Jusqu'à la victoire toujours !

Les peuples vaincrons !

(Ovation)